



HAL
open science

Libéralisme, néolibéralisme, ordo-libéralisme, libertarisme... : où se situe la politique de Donald Trump dans les traditions libérales ?

Anne Isla

► **To cite this version:**

Anne Isla. Libéralisme, néolibéralisme, ordo-libéralisme, libertarisme... : où se situe la politique de Donald Trump dans les traditions libérales ?. Colloque International, Présidence Trump : Enjeux et Perspectives (Analyses juridiques, économiques et politiques), Nov 2017, Toulouse, France. halshs-02133603

HAL Id: halshs-02133603

<https://shs.hal.science/halshs-02133603>

Submitted on 19 May 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Libéralisme, néolibéralisme, ordo-libéralisme, libertarisme... : où se situe la politique de Donald Trump dans les traditions libérales ?

Colloque International, *Présidence Trump : Enjeux et Perspectives (Analyses juridiques, économiques et politiques)*, mercredi 8 novembre 2017, Toulouse.

Anne Isla

LEREPS, Université de Toulouse

Résumé : "Libéralisme" est un mot aux significations multiples, porteur d'une lourde charge polémique. Il renvoie à des théories, des doctrines, des politiques, si bien que fièrement revendiqué par les uns, il sert à diaboliser les autres. Après avoir distingué et défini le libéralisme social (I) et le néolibéralisme (II), nous verrons que le néolibéralisme est avancé par ses défenseurs comme une solution à ce qu'ils qualifient de "défaillances démocratiques" et que ce néolibéralisme se décline en de nombreuses écoles (III). Puis nous insisterons sur les points communs à ses différents courants (IV) avant de tenter, en étudiant les différents discours de Donald Trump et de ses conseillers disponibles au terme d'un an de présidence, de situer la politique du chef des Etats-Unis. Nous montrerons alors qu'il s'agit pour lui de diriger l'Etat comme une entreprise. Cette conception de l'Etat, l'Etat en tant qu'entreprise, s'inscrit dans une doctrine particulière de la théorie économique : la théorie de l'agence appliquée à l'Etat (V).

Mots clés : libéralisme, néolibéralisme, libéralisme social, politique économique, théories économiques, Etats-Unis

"Libéralisme" est un mot aux significations multiples, porteur d'une lourde charge polémique. Il renvoie à des théories, des doctrines, des politiques, si bien que fièrement revendiqué par les uns, il sert à diaboliser les autres. Le libéralisme s'applique à plusieurs dimensions de la réalité humaine et sociale.

1) Il est apparu avant tout, et notamment à partir du milieu du XVIII^{ème} siècle, comme critique : critique d'une organisation des pouvoirs politiques et religieux, critique de l'Ancien Régime. Le libéralisme s'applique alors au domaine politique. Il émerge comme opposition à l'absolutisme des monarchies de droit divin et s'identifie à la démocratie. Le libéralisme, en tant que projet politique, s'oppose aux Etats autoritaires "d'Ancien Régime", c'est ainsi que le conçoivent Adam Smith ou John Stuart Mill. Selon Gilles Dostaler (1998), l'apogée du *libéralisme politique* se situe entre la fin du XIX^e siècle et le début de la première guerre mondiale.

2) Le libéralisme peut aussi désigner la tolérance face aux actions et aux opinions d'autrui, dont on respecte l'indépendance et la liberté individuelle. On peut le qualifier alors de *libéralisme individuel ou moral*, ou de libéralisme des mœurs. C'est pour John Maynard Keynes une facette primordiale du libéralisme (Dostaler, 2005). L'homme est libre d'agir dans les limites du respect de la liberté d'autrui. L'Etat reconnaît l'autonomie de la société civile, la liberté de mouvement, de pensée, de religion, d'association, de parole. Le libéralisme s'efforce d'établir que les opinions religieuses des individus, des citoyens,

n'intéressent pas l'autorité publique « *puisque les actions des hommes en ce monde sont indépendantes de leur opinion sur l'autre [monde]* » (Manent 2001, p12). Ce libéralisme s'articule pleinement avec le libéralisme politique et renvoie, lui aussi, à la démocratie. Ainsi, dans ce qui suit, nous l'assimilerons au libéralisme politique.

3) Un troisième sens de *libéralisme est économique*. Le libéralisme s'identifie alors au laisser-faire, au libre-échange, à la liberté d'entreprise, au marché, et à la limitation stricte des interventions gouvernementales dans l'économie. S'il se décline en nombreuses facettes et est beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît, le libéralisme économique admet un invariant : la défense de l'économie de marché, garante de liberté individuelle et d'efficacité collective.

Il n'y a pas d'équivalence entre ces expressions. Des oppositions sont possibles. Les questions de priorité et de hiérarchie seront donc essentielles. Nous retrouvons ces questions de priorité, les arbitrages entre libéralismes politique et économique, dans les deux sens quasiment opposés que prend le terme, de part et d'autre de l'Atlantique.

Aux Etats-Unis et au Canada anglais, un libéral est un partisan de l'interventionnisme étatique, un keynésien, nous pourrions dire que c'est un « social-démocrate ». Au sens américain, libéral équivalait à « progressiste », les « *liberals* » constituent la gauche américaine. Aux Etats-Unis, ceux qui sont contre l'interventionnisme de l'Etat, sont qualifiés plutôt de « conservateurs » ou de « néo-libéraux ». Friedrich Hayek (1982) regrette que ce libéralisme, que j'ai qualifié précédemment de libéralisme politique, soutienne l'idéal du pouvoir illimité de la majorité. C'est la tradition de Voltaire, Rousseau, Condorcet et de la Révolution Française qui va se convertir en prédécesseur du socialisme moderne.

En Europe, un libéral désigne habituellement un adepte du laisser-faire et un adversaire de l'intervention étatique dans l'économie. Parce qu'il ne renvoie pas exactement aux mêmes sens, des auteurs comme Hayek ou Friedman refusent l'étiquette de « libéral » alors qu'ils sont les principaux inspirateurs du courant néo-libéral. Cette ambiguïté conduit la Société du Mont Pèlerin (fondée notamment par Hayek) à préciser : « *ici, "liberal" est utilisé dans le sens européen, largement marqué par une préférence pour un Etat minimal et diffus, plutôt que dans le sens courant américain qui, au contraire, marque sa préférence pour une extension et une concentration des pouvoirs du gouvernement* »¹.

Que peut-on dire du libéralisme de Donald Trump ? Il est intéressant de regarder la politique de Donald Trump et plus exactement les propositions et promesses de cette politique, au prisme des courants libéraux en économie. Par conséquent, je ne me demanderai pas si ces promesses tiendront ou pas, mais ce qu'elles traduisent en matière de vision de l'économie. L'objectif est de poser un cadre conceptuel pour aborder cette politique et présenter le contexte historique qui lui donne sens.

Pour ce faire, je propose d'avancer pas à pas vers une catégorisation de plus en plus poussée des libéralismes, en commençant par les différentes articulations possibles entre le politique et l'économique, puis en regardant l'aspect spontané ou non de l'ordre économique libéral, pour finir sur un positionnement possible de la politique de Donald Trump.

Pour commencer à clarifier les différents sens du libéralisme et supprimer les ambiguïtés qui peuvent apparaître dans son utilisation (et la manipulation qui peut être mise en œuvre par les politiques dans cette utilisation du terme), regardons ce que les libéralismes disent de l'articulation qui doit être faite entre l'économie et la politique. Pour ce faire,

¹ « *Here, "liberal" is used in its European sense, broadly epitomized by a preference for minimal and dispersed government, rather than in its current American sense which indicates the opposite preference for an extension and concentration of governmental powers.* » <https://www.montpelerin.org/statement-of-aims/>; traduction AI.

revenons très rapidement sur cette distinction que faisait Aristote de ces deux pans de la vie sociale : l'*oikos* (οἶκος) – le domaine productif, la base économique – opposé à la *polis* (πόλις) – la cité, l'organisation des citoyens – et sur la priorité que l'un peut prendre sur l'autre.

I- Le libéralisme social : la polis est première

Il est possible de considérer, comme le fait John Stuart Mill, que toute action économique est d'emblée sociale, et que par conséquent elle doit être soumise à un contrôle de la société. Dans ce cas, c'est l'*oikos*, le privé, qui doit se soumettre à la *polis*, le commun. « *Ainsi le commerce est acte social. Quiconque met en vente quoi que ce soit se lance dans une activité qui affecte les intérêts d'autrui et de la société en général ; et par suite, sa conduite tombe en principe sous la juridiction de la société.* » (Mill 1859, chap V). La liberté économique ne découle pas de la liberté individuelle, la *polis* ne se déduit pas de l'*oikos*. Les activités économiques sont d'emblée sociales, de sorte que les gouvernements ont le droit d'intervenir. La liberté commerciale est souhaitable, le libéralisme économique est désirable parce qu'il a démontré son efficacité. Mais, d'une part, rien n'assure qu'il en sera toujours ainsi² et, d'autre part, ce libéralisme économique est secondaire face à la démocratie. La démocratie, i.e. le libéralisme politique, est la valeur suprême. Des auteurs comme John Maynard Keynes ou Kenneth Galbraith vont s'inscrire dans le prolongement de cette pensée.

Cette hiérarchisation *oikos-polis* peut être articulée à la hiérarchisation de la discipline économique par rapport aux autres disciplines. Pour Mill ou Smith, ou encore Keynes et Galbraith, la théorie économique est seconde. Smith se considère d'abord comme un philosophe.

Historiquement, la doctrine de l'économie politique libérale a été révolutionnaire parce qu'elle a sapé les fondements du mode d'appropriation féodal, qui reposaient sur l'exercice de privilèges politiquement institués et mis en œuvre par la force. Cette économie politique libérale de l'école classique ne va pas à l'encontre d'un interventionnisme de l'Etat. Au contraire, le principe démocratique est premier, les objectifs de la société doivent se construire en commun.

John Stuart Mill est le précurseur d'un courant de pensée qui va se développer à la fin du XIX^e siècle au sein du Parti libéral britannique, dans lequel John Maynard Keynes s'inscrit et qu'il qualifie de "nouveau libéralisme". Keynes décrivait le nouveau libéralisme – qu'il appelait parfois libéralisme social ou socialisme libéral – comme une « troisième voie » entre libéralisme et socialisme. Il a donné dans sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936), un fondement théorique à l'interventionnisme, une rationalisation économique à l'État providence. Ce fondement passe par une critique radicale de l'économie classique et de l'idée de l'autorégulation de l'économie par le marché. Keynes met les objectifs sociaux et politiques au premier rang.

Les "nouveaux libéraux" considèrent que le libéralisme classique a accompli son œuvre et que, désormais, le capitalisme génère des maux dangereux : crises, chômage, pauvreté, inégalités de revenus inacceptables. C'est à l'Etat de corriger ces maux. Comme le montre Gilles Dostaler (1998), c'est cette forme de libéralisme qui s'est imposée dans la plupart des économies lors des trente années de l'après-seconde-guerre. La majorité des

² « Le socialisme pourrait ainsi devenir une alternative souhaitable, comme Mill sera de plus en plus porté à le penser à la fin de sa vie. » Dostaler 2012 p 121

économistes, comme les décideurs et l'opinion publique, admettaient que le droit à l'emploi, à un revenu décent, à la protection sociale devait être garanti par les pouvoirs publics et que des politiques actives d'intervention de l'État dans l'économie pouvaient permettre d'atteindre ces objectifs.

John Maynard Keynes se définissait comme libéral, membre actif du Parti libéral anglais pendant la plus grande partie de sa vie (cf Dostaler, 2005), son libéralisme consistait en une défense sans compromis de la liberté individuelle, en particulier sur le plan moral, et de la démocratie politique. Il ne croyait pas au laisser-faire économique. Dans *La Fin du laisser-faire* (1926), il écrit : « *Il n'est nullement vrai que les individus possèdent, à titre prescriptif, une "liberté naturelle" dans l'exercice de leurs activités économiques. (...) Il n'est nullement correct de déduire des principes de l'économie politique que l'intérêt personnel dûment éclairé œuvre toujours en faveur de l'intérêt général.* »

Keynes n'est évidemment ni le premier, ni le seul à remettre en question le laisser-faire. Les porte-parole des diverses tendances du socialisme, certains penseurs chrétiens, les économistes de l'école historique allemande et de l'institutionnalisme américain ont mené dès le XIXe siècle la lutte contre le libéralisme économique.

II- Le néolibéralisme : l'oikos est premier

A l'opposé du libéralisme social, certains économistes considèrent que la polis, le commun, découle de l'oikos, du privé. Ainsi, ils articulent marché et individualisme ce qui permet d'associer avantage privé et bien public en faisant découler le second du premier. Le marché permet l'ajustement automatique entre les prix et l'emploi par exemple. En outre, parce que l'économie est la sphère de l'activité humaine qui produit de la richesse, la théorie économique est première et doit imposer ses conclusions aux autres sphères de l'activité sociale. La discipline économique est première. La priorité donnée à l'économie sur le politique, au marché sur la démocratie, au libéralisme économique sur le libéralisme politique, est ce que nous retiendrons comme définition du néolibéralisme.

Le néolibéralisme cherche à se légitimer par des références à la doctrine libérale classique, mais contrairement à cette doctrine, il ne met pas l'éthique, la morale et le libéralisme politique en premier « (...) *le libéralisme est à son origine une doctrine morale et éthique visant le bien commun au moyen de l'universalisation de l'individualisme (...) le néolibéralisme, tout en se légitimant par des références à la doctrine libérale classique, constitue dans les faits une subversion des principes de l'économie politique et en particulier de ce caractère éthique.* » (Lepage, 2011, p160).

Pour reprendre l'analyse du juriste Alain Supiot (2015), le libéralisme classique - et le libéralisme social du XXème siècle, puis-je rajouter - se plaçait sous le règne de la loi. Nous étions tous sujets de la loi - et non d'un homme ; nous étions tous liés dans notre rapport à la loi que nous définissons en commun, démocratiquement. Le néolibéralisme³, comme la planification soviétique, écrit Alain Supiot, est un renversement des hiérarchies, un renversement du public au privé qui va faire apparaître la loi comme un instrument au service du calcul.

Alain Supiot voit les prémisses de ce renversement public-privé, polis-oikos, dans la première guerre mondiale : première expérience en grandeur réelle de la gestion industrielle

³ Supiot parle d' "ultralibéralisme".

du matériel humain. Selon Jean Solchanny (2016), le néolibéralisme puise ses racines dans la crise des années 1930 et sans doute aussi dans la montée du marxisme et les premiers succès électoraux des socialistes. Peu importe la source exacte, elle est sans doute multiple. Dans les faits, le libéralisme semblait vaincu dans les années 1920-1930, alors que certains auteurs libéraux étaient en train de miner le keynésianisme de l'intérieur (comme Keynes l'avait fait pour l'orthodoxie économique)⁴. C'est, par exemple, en 1932 la création de la Commission Cowles, ou en 1938 le colloque de Lippmann. Ce néo-libéralisme émerge comme un courant de pensée au sortir de la seconde guerre mondiale avec notamment la création de la Société du Mont Pèlerin en 1947. Ces idées vont prendre le dessus dans les années 1970. Dès 1968, l'opération marketing que sera la création par la Banque de Suède d'un prix d'économie en mémoire d'Alfred Nobel⁵, présentera l'économie comme une science dure : au même titre que la physique, l'économie est censée dégager les lois naturelles de l'économie⁶.

Parce que la démocratie peut saper la liberté économique, le néolibéralisme considère que le libéralisme économique doit être premier, « *personnellement je préfère un dictateur libéral plutôt qu'un gouvernement démocratique manquant de libéralisme* » disait Friedrich Hayek (1981). La politique devient apolitique parce que vampirisée par le marché. Le néolibéralisme est un projet politique de dépolitisation (Coutu et Régol 2011, p 182 faisant référence à Bourdieu 2001). « *La question que nous devons nous poser est la suivante : devrions-nous définir notre politique économique sur la base de considérations électorales à court terme ou par ce qui est nécessaire pour diriger l'Europe sur la voie d'une croissance durable ? Pour moi, la réponse est claire. Nous devons être sérieux et ne pas céder à des considérations politiques ou partisans immédiates.* » José Manuel Durão Barroso⁷.

A ce stade du raisonnement, nous pouvons donc distinguer ce que nous pourrions qualifier de « *libéralisme social* », celui de John Maynard Keynes ou avant lui d'Adam Smith ou John Stuart Mill, celui qui considère que toute action économique est d'emblée sociale et doit être soumise au choix politique, i.e. démocratique ; et ce que nous qualifions de « *néolibéralisme* », celui qui considère que le libéralisme économique est prioritaire et qui se décline soit dans la version d'un ordre spontané, soit dans celle d'un ordre construit. Au sein de ce néolibéralisme se sont développés différents courants que nous pouvons classer selon qu'ils considèrent cet ordre économique libéral comme un construit ou spontané ; c'est-à-dire selon la façon proposée pour résoudre ce que les économistes qualifient eux-mêmes de « *défaillances démocratiques* », c'est-à-dire les défaillances du libéralisme politique.

⁴ Cf Beaud, Dostaler, 1996, p171 et s.

⁵ Les premiers prix Nobel seront octroyés le 27 octobre 1969, à Ragnar Frisch et Jan Tinbergen pour avoir développé et appliqué des modèles dynamiques à l'analyse des processus économiques. Le petit fils d'Alfred Nobel a dénoncé cette contrefaçon, estimant que la « *Banque royale de Suède avait déposé son œuf dans le nid d'un autre oiseau* » afin de légitimer les thèses défendues par les économistes de l'Ecole de Chicago : « *The Swedish Riksbank has put an egg in another very decent bird's nest and thereby infringed on the trademarked name of Nobel. Two thirds of the Bank's prizes in economics have gone to US economists of the Chicago School who create mathematical models to speculate in stock markets and options – the very opposite of the purposes of Alfred Nobel to improve human condition.* » Peter Nobel, cité par Hazel Henderson, « *The "Nobel prize" that isn't* », *Le Monde diplomatique*, english edition, february 2005. Voir aussi Alain Supiot, 2015, p 186. Pour cette raison, je préfère parler de « *prix d'économie de la banque de Suède* » plutôt que de « *prix Nobel d'économie* ».

⁶ On peut aussi noter qu'Hayek va critiquer fortement le scientisme, cette application servile des méthodes des sciences naturelles dans les sciences sociales, sans compréhension réelle mais avec la certitude que ce sont les seules méthodes scientifiques (Hayek, 1953). Nous y revenons plus loin.

⁷ Barroso (qui fut président de la Commission européenne), Déclaration à l'agence Reuters, Bruxelles, 26 février 2013 (après la défaite électorale de M. Mario Monti, l'un de ses anciens collègues de la Commission, aux élections législatives italiennes). Cité par Supiot 2015, p 188

III Le néolibéralisme répond aux « défaillances démocratiques »

Pour les économistes néolibéraux, les défaillances démocratiques peuvent être de trois ordres :

1- le manque d'information, voire l'incompétence des individus et des pouvoirs publics. « (...) *les décisions d'ordre technique sont sujettes à mauvaise compréhension de l'électorat et donc à une défaillance du mécanisme démocratique : combien d'électeurs entament un doctorat en économie pour mieux appréhender les enjeux du dégroupage de la boucle télécommunication ou de la politique monétaire, et ainsi voter de façon plus informée ?* » (Tirole, 2016, p 223). Quant aux pouvoirs publics, ils ont rarement l'information nécessaire pour décider de l'allocation. Nous verrons tout au long de ce livre, nous dit Jean Tirole (p 45), comment l'*hubris* – en l'occurrence une confiance trop forte dans sa capacité à faire des choix fins de politique économique – peut conduire l'Etat à mener des politiques néfastes ;

2- la violence de la majorité sur la minorité. Nous l'avons déjà vu avec Hayek mais nous pouvons insister encore dessus. « *Libéralisme et démocratie, bien que compatibles, ne sont pas identiques, nous dit-il, (...) Les différences apparaissent plus clairement lorsque nous regardons leur opposé ; l'opposé du libéralisme est le totalitarisme, alors que l'opposé de la démocratie est l'autoritarisme. En conséquence, au moins en principe, il est possible qu'un gouvernement démocratique soit totalitaire et qu'un gouvernement autoritaire puisse agir sur la base de principes libéraux. La seconde espèce de "libéralisme" dont j'ai parlé précédemment [le libéralisme politique de Voltaire ou Rousseau], est devenue, en réalité, plus démocratique que libérale et, soumise au pouvoir illimité de la majorité, elle s'est convertie fondamentalement en anti-libéralisme.* »⁸ Hayek (1982, p180, traduction de l'Espagnol par AD). Au final libéralisme politique (démocratie) et libéralisme économique sont incompatibles ;

3- L'impossibilité de passer des choix individuels aux choix collectifs. Kenneth Arrow (1997) a voulu montrer que l'on ne pouvait pas passer rationnellement des choix individuels aux choix collectifs. En reprenant le paradoxe de Condorcet, il énonce son théorème d'impossibilité. Il n'existe pas de règle permettant de déduire un classement collectif cohérent à partir des classements individuels, on ne peut pas agréger des préférences individuelles pour obtenir une préférence collective. C'est ce qu'il appelle le « théorème d'impossibilité ». Il serait souhaitable que les procédures de choix collectif possèdent une rationalité et une cohérence minimale, dit Arrow. Parmi ces propriétés « raisonnables », la transitivité des préférences. Or cette transitivité – ou d'autres propriétés – n'est pas vérifiée lors de choix collectif. L'élection présidentielle de 2002 en France est souvent donnée comme l'exemple typique d'un paradoxe de Condorcet : à en croire les analystes politiques, Jacques Chirac a été préféré à Jean-Marie Le Pen qui a été préféré à Lionel Jospin qui aurait probablement dans un second tour été préféré à Jacques Chirac.

Pour ces trois raisons, la démocratie peut saper l'économie de marché, alors que cette dernière est ce qui est le plus souhaitable pour la société, alors que l'économie de marché

⁸ « *Liberalismo y democracia, aunque compatibles, no son lo mismo. Al primero le incumbe la extensión del poder gubernamental; al segundo, quién detenta este poder. La diferencias e advierte mejor si consideramos su opuestos; el opuesto de liberalismo es totalitarismo, mientras que el opuesto de democracia es autoritarismo. En consecuencia, al menos en principio, es posible que un gobierno democrático pueda ser totalitario y que un gobierno autoritario pueda actuar sobre la base de principios liberales. La segunda especie de "liberalismo" mencionada anteriormente, ha llegado a ser, en realidad, más bien democratismo que liberalismo y, al exigir poder ilimitado de la mayoría, se ha convertido esencialmente en antiliberal.* » Hayek 1982 p 180

représente le bien commun⁹. Hayek proposait de laisser l'ordre spontané du marché agir. Les ordo-libéraux, eux, considèrent que les pouvoirs publics doivent rétablir la concurrence si celle-ci ne fonctionne pas, i.e. corriger les défaillances du marché, ils doivent créer un environnement favorable à l'économie. La façon dont sera réglé le problème de la défaillance démocratique nous permet de classer les courants néolibéraux en deux catégories : les néolibéraux orthodoxes qui considèrent que l'économie est régie par des lois naturelles que les économistes, en tant que physiciens de l'économie, doivent découvrir et protéger ; les néolibéraux hétérodoxes qui considèrent que l'économie n'est pas régie par des lois naturelles¹⁰.

III-1 L'ordo-libéralisme : l'ordre économique libéral doit être favorisé et protégé

Malgré l'existence du théorème d'impossibilité d'Arrow, la recherche du bien-être collectif demeure dans la théorie économique standard. Les critères retenus pour définir ce bien être collectif sont tous critiquables mais nécessaires, nous dit Emmanuelle Bénicourt (2018). En pratique, les économistes qui s'intéressent au bien-être collectif, à la recherche du bien commun retiennent principalement deux critères : le surplus maximum et l'optimum de Pareto. La recherche du bien commun est un problème technique pour les économistes standard.

Ainsi, éclairé par les analyses des experts économistes, Le « *nouveau rôle [de l'Etat] est de fixer les règles du jeu et d'intervenir pour pallier les défaillances du marché et non de s'y substituer.* » (Tirole, 2016, p 24). C'est l'ordo-libéralisme. Ce courant politique est né dans les années 1930 en Allemagne de la rencontre d'un économiste Walter Eucken et de deux juristes, Franz Böhm et Hans Grossman-Doerth. Il a pour objet de mettre en œuvre et de garantir les règles du jeu économique, du jeu de la concurrence, règles élaborées par les différents courants théoriques néolibéraux orthodoxes (j'y reviens plus en détail plus loin). Cet ordre libéral doit être construit. Pour ces auteurs, il est nécessaire que l'Etat ou encore mieux des entités "indépendantes" assurent que les règles du jeu du marché soient respectées et, lorsqu'elles ne sont pas spontanées - dans le cas des défaillances du marché - mises en place afin que l'ajustement automatique s'opère. Dans ce cadre, l'action publique doit répondre à la stricte observance d'un ordre. Les politiques peuvent agir comme ils le veulent tant qu'ils ne sortent pas du cadre. Ce cadre est soustrait de facto à la délibération démocratique. L'Etat, les pouvoirs publics, des entités publiques indépendantes, doivent édifier le cadre juridique, technique, social et moral du marché et faire respecter les règles. « *L'Etat doit consciemment construire les structures, le cadre institutionnel, l'ordre dans lequel l'économie fonctionne. Mais il ne doit pas diriger le processus lui-même.* » (Walter Eucken, cité par Karsten 1985).

« *Tout le cadre de Maastricht reflète les principes centraux de l'ordolibéralisme* », reconnaît volontiers M. Jens Weidmann, président de la Bundesbank¹¹. « *La constitution monétaire de la Banque centrale européenne s'ancre fermement dans les principes de l'ordolibéralisme* », reconnaît l'actuel président de l'institution, M. Mario Draghi¹². On le voit clairement dans le fonctionnement de la banque centrale européenne, son indépendance vis-à-vis des institutions démocratiques ainsi que sa mission unique de maintien de la stabilité des prix dans l'optique d'une monnaie qui serait neutre dans le système économique, comme le

⁹ Cf le titre de l'ouvrage de Jean Tirole : *Economie du bien commun*.

¹⁰ Pour une distinction plus détaillée entre orthodoxie et hétérodoxie, hétérodoxie néo-libérale et hétérodoxie non libérale, cf Isla 2016.

¹¹ Conférence à l'institut Walter-Eucken, Fribourg-en-Brisgau, 11 février 2013.

¹² Conférence de Mario Draghi à Jérusalem, 18 juin 2013.

prônent les monétaristes (un des courants du néolibéralisme dominant, cf infra). Parce que la démocratie, le vote des masses, fait passer parfois l'économie au second plan, Jean-Claude Juncker précise : « *Dire que tout va changer parce qu'il y a un nouveau gouvernement à Athènes, c'est prendre ses désirs pour des réalités (...) Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens* »¹³.

L'ordo-libéralisme a donc pour objectif de donner aux autorités, si possibles indépendantes du pouvoir politique, les outils pour mettre en œuvre les règles du marché, les moyens de jouer leur rôle d'arbitre du jeu concurrentiel. Ce marché se décline sur tous les secteurs, et si le marché monétaire a été le vecteur principal de la libéralisation des années 1980, aujourd'hui c'est l'entreprise et le marché du travail qui représentent le fer de lance de la libéralisation économique de la société – tout en maintenant la doctrine de l'efficacité du marché monétaire. Ces mouvements de libéralisation ont été formalisés par deux courants essentiels du néolibéralisme : le monétarisme et la théorie de l'agence. Regardons plus en détail ces courants néolibéraux de l'ordo-libéralisme.

Le néolibéralisme orthodoxe s'articule avec le courant politique de l'ordo-libéralisme et considère que les lois économiques sont naturelles. Il va être outillé par un changement technique majeur qui se produit au tournant des années 1970 : le développement de l'informatique et des systèmes computationnels. L'essor de la statistique, que l'on peut désormais informatiser, ne construit la société ou l'organisation comme objet de connaissance que pour mieux la gouverner (cf. Supiot, 2015, cf. Rey, 2017). On passe de l'intelligibilité au contrôle, de la statistique au benchmarking. Le benchmarking¹⁴ va donner au néo-libéralisme économique, à partir des années 1980 et surtout à partir des années 2000¹⁵, un argument d'autorité (cf Isla, 2018). Ce néolibéralisme se développe à partir des années 1960-1970. Il est caractérisé notamment par le monétarisme qui s'impose comme pôle majeur d'opposition au keynésianisme politique et théorique, et la microéconomie qui est utilisée, en théorie, pour éclairer tous les problèmes.

III-1-1- Le monétarisme

Milton Friedman (prix d'économie de la banque de Suède en 1976) est le porte-parole le plus connu et le plus efficace du néolibéralisme, un des porte-parole les plus influents dans les années 1960-1970. On considère souvent le monétarisme comme le premier vecteur du néo-libéralisme (cf Dostaler 1998, p 31). Milton Friedman est le principal théoricien du monétarisme et met au premier rang la lutte contre l'inflation plutôt que la lutte contre le chômage. Apôtre infatigable du marché et du laisser-faire dans tous les domaines de l'activité économique, il oppose à l'interventionnisme keynésien le désengagement de l'État, la privatisation et la déréglementation, l'affaiblissement du pouvoir syndical et plus généralement des contraintes qui pèsent sur le marché du travail, telles que l'assurance-chômage et le salaire minimum. Ces contraintes sont responsables du niveau élevé de ce que M. Friedman a appelé le « *taux naturel de chômage* ». Mais avant tout, le monétarisme prône la neutralité de la monnaie. En reprenant l'idée de Jean-Baptiste Say qui soutenait que la monnaie n'est qu'un voile, que la sphère réelle primordiale se distingue de la sphère monétaire, secondaire, les monétaristes défendent la lutte contre l'inflation comme objectif

¹³ *Le Figaro*, 29 janvier 2015.

¹⁴ « *Qu'est-ce donc que le benchmarking? Les Français le traduisent le plus souvent par « étalonnage des performances » ou « évaluation comparative »; les Québécois préfèrent parler de « parangonnage ». Quelle que soit l'appellation retenue, il s'agit de repérer un étalon ou un parangon, c'est-à-dire un modèle avec lequel se comparer, dans le but de combler l'écart de performance qui vous en sépare.* » Bruno, 2008, p29.

¹⁵ Cf le discours de Laurence Parisot en 2008 à la convention annuelle du Medef.

unique de toute politique monétaire. La banque centrale européenne a inscrit cet objectif monétariste dans ses statuts, désormais aucun traité, aucun vote démocratique n'est censé pouvoir modifier la politique monétariste de la banque centrale européenne.

III-1-2- La théorie de l'agence

Au monétarisme de M. Friedman a succédé, dans les années 1980, la « nouvelle économie classique », en référence explicite à l'économie classique que Keynes avait attaquée. En s'inscrivant dans une démarche micro-économique et en poussant plus loin l'idée de la rationalité de l'*Homo œconomicus*, cette école fait l'hypothèse que tous les marchés sont toujours en équilibre, et que les individus utilisent rationnellement toutes les informations dont ils disposent. Ces agents peuvent prévoir, en particulier, les effets de toutes les politiques économiques, qui deviennent par là-même inefficaces. Pour la nouvelle économie classique, tout chômage est volontaire et résulte d'un choix des travailleurs. La nouvelle macroéconomie classique (ou Nouvelle économie classique ou Nouvelle école classique) représentée, notamment par Robert Lucas (prix d'économie de la banque de Suède en 1995), mais aussi par Finn E. Kydland (prix d'économie de la banque Suède en 2004), Edward C. Prescott (prix d'économie de la banque Suède en 2004), Robert Barro, Neil Wallace, Thomas Sargent (prix d'économie de la banque Suède en 2011), Eugene Fama (prix d'économie de la banque Suède en 2013), entre autres, supposent que tous les marchés s'équilibrent instantanément (notamment le marché du travail pour Lucas, ou le marché financier pour Fama), tous les agents de l'économie utilisent rationnellement l'information. C'est ce que ces auteurs qualifient d'anticipations rationnelles. Ces anticipations permettent de postuler l'inefficacité des politiques économiques puisque les agents prévoient les effets des politiques économiques, les intègrent dans leur décision et annulent, de ce fait, leur effets. Robert Lucas propose d'aller au-delà de Milton Friedman en donnant des fondements rationnels plus sophistiqués aux propositions minimalistes de politiques économique que Friedman proposait dès 1948. C'est un retour au libéralisme radical des physiocrates ou de Ricardo.

La théorie des contrats, théorie de l'Agence, théorie des droits de propriété (cf. Armen Alchian et Harold Demsetz, 1972) considère toutes les relations entre agents économiques comme des relations contractuelles entre des individus libres et égaux. Cette théorie va fortement influencer sur la libéralisation financière. Dans cette mouvance, l'école du public choice - représentée notamment par James M. Buchanan qui a fait ses études à Chicago et qui a eu le prix d'économie de la banque de Suède en 1986 - applique la méthode néoclassique à tous les phénomènes sociaux. Dans *Les limites de la liberté* (1975), James M. Buchanan défend un Etat limité à partir d'un fondement contractualiste - Buchanan a travaillé avec Demsetz. Il est proche des libertariens.

La théorie des marchés financiers efficients (cf. Eugène Fama) suppose, en se basant sur l'hypothèse de l'efficience des marchés financiers introduite dans les années 1970 que le cours de l'action, l'actif financier, incorpore la totalité de l'information disponible sur les perspectives de rendement du capital productif, c'est-à-dire des actifs productifs.

Parce que toutes ces théories reposent sur l'hypothèse de l'efficience du marché et sur la rationalité¹⁶ de l'homo œconomicus, on peut parler indifféremment de théorie de l'information, théorie des incitations, théorie des contrats, théorie du signal, théorie du principal-agent ou théorie de l'agence. Comme le souligne Jean Tirole : ce sont différentes dénominations d'une même théorie, la dénomination diffère selon l'application qui en est faite (Tirole, 2016, p158).

¹⁶ Pour un développement des différentes approches de la rationalité (et des conséquences théoriques de ces différentes utilisations) cf Isla 2000.

L'originalité du néolibéralisme est de porter la chrématistique¹⁷ « *au rang de doctrine morale et éthique, positive et universelle* » cf Lepage, 2011, p 159. Glissement de sens de l'action économique, l'économie pour l'économie en soi, et non au service de l'être humain (cf Isla, 2005). L'argent pour l'argent comme critère autosuffisant et unique de l'activité.

Regardons à présent, le courant politique qui, tout en s'inscrivant dans le néolibéralisme - c'est-à-dire comme nous l'avons défini plus haut, la priorité donnée au libéralisme économique sur le libéralisme politique - s'oppose à l'ordo-libéralisme en considérant que l'ordre social est spontané. Selon l'école autrichienne de l'économie et en particulier selon Hayek « *le marché, comme le droit, la morale, la société et le langage, n'est pas le produit d'une construction humaine planifiée, mais bien les effets d'actions suivant une évolution spontanée.* » (Lepage, 2011, p 163, souligné par l'auteur). L'ordre social doit être spontané (voir aussi Lemieux, 1988).

III-2- L'ordre social est spontané

Au contraire des ordo-libéraux, pour Friedrich Hayek et pour les libertariens (cf infra), cet ordre est spontané : quelle que soit l'intervention de l'Etat ou d'une autorité publique, celle-ci interfère sur cet ordre. L'ordre libéral est spontané. En se référant aux thèses de Tocqueville, Friedrich Hayek, refuse d'identifier le libéralisme économique, qui est pour lui la valeur suprême, et la démocratie qui tend à se transformer en dictature de la majorité et des classes moyennes. Le libéralisme – sous-entendu économique – est prioritaire sur la démocratie : « *Je dirai que, comme institutions pour le long terme, je suis complètement contre les dictatures. Mais une dictature peut être un système nécessaire pour une période transitoire. Parfois il est nécessaire pour un pays d'avoir, pour un temps, une forme ou une autre de pouvoir dictatorial. Vous comprendrez ainsi, qu'il est possible pour un dictateur de gouverner dans un sens libéral. Personnellement je préfère un dictateur libéral plutôt qu'un gouvernement démocratique manquant de libéralisme. Mon impression personnelle – et ceci est valable pour l'Amérique du Sud - est qu'au Chili, par exemple, nous assisterons à la transition d'un gouvernement dictatorial vers un gouvernement libéral. Et durant cette transition il peut être nécessaire de maintenir un certain pouvoir dictatorial, non pas comme quelque chose de permanent, mais comme un arrangement temporaire* » (Entretien avec le quotidien chilien El Mercurio, 12 avril 1981, traduction de l'Anglais AI¹⁸). Penchons-nous à présent sur les principaux courants néolibéraux de l'ordre libéral spontané.

III-2-1- L'école autrichienne

L'école autrichienne, même si beaucoup d'économistes sont américains, avec des auteurs comme Ludwig von Mises ou Friedrich von Hayek, a ceci de particulier qu'elle considère qu'il n'y a pas de loi naturelle en économie. En cela on peut les qualifier d'hétérodoxes, d'économistes néolibéraux hétérodoxes (Isla, 2016).

Adversaire et critique opiniâtre de Keynes, dès la fin des années 1920, Friedrich von Hayek - prix d'économie de la banque de Suède 1974 - s'est donné comme ambition explicite

¹⁷ Aristote définit la chrématistique comme l'art de faire de l'argent pour son intérêt individuel et égoïste

¹⁸ « *Well, I would say that, as long-term institutions, I am totally against dictatorships. But a dictatorship may be a necessary system for a transitional period. At times it is necessary for a country to have, for a time, some form or other of dictatorial power. As you will understand, it is possible for a dictator to govern in a liberal way. And it is also possible for a democracy to govern with a total lack of liberalism. Personally I prefer a liberal dictator to democratic government lacking liberalism. My personal impression — and this is valid for South America — is that in Chile, for example, we will witness a transition from a dictatorial government to a liberal government. And during this transition it may be necessary to maintain certain dictatorial powers, not as something permanent, but as a temporary arrangement.*” Hayek, 1981.

de donner de nouveaux fondements idéologiques, politiques et économiques au libéralisme (cf. Dostaler, 2001). Pour se faire, il invite à la Société du Mont Pèlerin, dont il est l'un des fondateurs en 1947, des économistes, des juristes, des journalistes. L'objectif est de lutter contre les étatismes keynésiens, socialistes, communistes. Soulignons au passage, la congruence qui va apparaître entre l'ensemble des prix de la banque de Suède et la Société du Mont Pèlerin. Le but de Friedrich Hayek est de moderniser la parabole smithienne de la main invisible dans sa vision de la société et du marché comme « ordres spontanés », nés de l'action humaine sans planification préalable. Dès 1944, dans *La Route de la servitude*, il affirme que toute forme d'intervention de l'État dans l'économie, en particulier pour établir une mythique justice sociale, ne peut mener qu'à des résultats contraires à ceux escomptés, et paver la voie au totalitarisme. La crise des années 1970 et 1980 est pour lui le fruit des politiques keynésiennes d'intervention ; et le chômage est la cure indispensable pour rétablir les équilibres qui ont été rompus par ces politiques.

Ludwig von Mises, dont Hayek fut l'élève et le disciple, souligne : « *Le libéralisme a toujours eu en vue le bien de tous, et non celui d'un groupe particulier. (...) Le programme du libéralisme devrait donc, résumé en un seul mot, se formuler ainsi : propriété, c'est-à-dire propriété privée des moyens de production (car la propriété privée des biens de consommation va de soi (...)). Toutes les autres exigences du libéralisme découlent de cette exigence fondamentale.* » (1927, intro, §1 et chap 1 §1). L'Etat doit se borner strictement à la protection des droits civils des individus, au premier rang desquels, le droit de propriété.

III-2-2- Les économistes de l'offre et les anarcho-capitalistes

Parmi les défenseurs radicaux de la liberté économique, on trouve des courants comme l'économie de l'offre et l'anarcho-capitalisme. Les économistes de l'offre, inspirateurs de la politique de Ronald Reagan (la « reagonomique ») affichent un libéralisme économique et un conservatisme. Ils prônent la réduction des impôts des plus riches et la suppression radicale des programmes de protection sociale qui servent à « protéger paresseux et déviants » (selon les mots de Gilder, 1981).

Ce sont les anarcho-capitalistes, appelés aussi libertariens, qui vont le plus loin dans la remise en cause de l'Etat puisque doit être retiré de celui-ci, non seulement l'éducation¹⁹, la production de certaines infrastructures comme le système de transport, mais aussi les fonctions régaliennes. David Frideman, fils de Milton, propose de privatiser la police, la justice, la défense. Le mouvement anarcho-capitaliste envisage l'élimination totale de l'Etat avec les privatisations de toutes ses fonctions, y compris celles que lui réservait Adam Smith : l'armée, la police, la justice.

¹⁹ Milton Friedman est aussi pour la privatisation de l'éducation, il écrit dans *The Wall Street Journal*, 5 déc 2005, "The Promise of Vouchers" : « *les écoles de la Nouvelle-Orléans sont en ruine, comme les maisons de leurs élèves. Les enfants sont maintenant éparpillés dans tout le pays. C'est une tragédie. Mais c'est aussi l'occasion de réformer le système d'éducation. [...] L'objectif de l'Etat sera mieux servi par un marché concurrentiel de l'éducation que par un monopole public. Les producteurs d'éducation seront en compétition pour attirer les étudiants. [...] cela pourra aussi rendre un service à tout le pays, en montrant un exemple à large échelle de ce que le marché peut faire pour l'éducation lorsque on le laisse agir* », traduction AI : « *Most New Orleans schools are in ruins, as are the homes of the children who have attended them. The children are now scattered all over the country. This is a tragedy. It is also an opportunity to radically reform the educational system. [...] The state's objective would be better served by a competitive educational market than by a government monopoly. Producers of educational services would compete to attract students. [...] it would also render a service to the rest of the country by providing a large scale example of what the market can do for education when permitted to operate.* »

David Friedman reproche à Milton Friedman ou à Friedrich Hayek, de ne pas être assez anti-Etat. « *L'Etat peut disparaître ; en cela les libertariens se déclarent en accord avec le courant anarchiste. Mais contrairement à Proudhon, Bakounine – et même Marx qui envisageait lui aussi la disparition de l'Etat – les libertariens mettent leur confiance dans le marché ; pour eux, l'anarchisme est la forme ultime du capitalisme libéral.* » (Beaud et Dostaler, 1996 p183). Beaucoup de libertariens sont entrés au parti Républicain à partir des années 1980 et même dès la fin des années 1970 (cf Caré, 2010).

Tous ces courants de pensée néolibéraux partagent certaines convictions qui constituent un support idéologique pour les politiques de déréglementation et de démantèlement de l'Etat providence menées à partir des années 1980 dans plusieurs pays, accompagnées par une dérégulation financière à l'échelle mondiale.

IV- Les points communs aux courants néo-libéraux

Quels que soient ces courants, l'économie est considérée comme un jeu, il y a des gagnants et des perdants. Les perdants n'ont pas à demander réparation ou compensation. Il est nécessaire de détruire l'Etat providence. Pour certains néolibéraux, l'Etat sort du jeu économique mais reste garant et arbitre du jeu concurrentiel (ordolibéralisme) ; pour d'autres, seul un Etat autoritaire et conservateur est possible, nous pouvons parler de minarchisme²⁰ pour qualifier cette théorie politique qui prône un Etat minimum limité à ses pouvoirs régaliens, justice, défense, police ; un Etat limité à un Etat gendarme. Pour d'autres enfin, pour les libertariens, l'Etat doit disparaître.

Quel que soit le degré d'Etat désiré, celui-ci n'est pas un acteur économique. S'il perdure, il doit être au service de l'économie car celle-ci est première et résoudra tous les problèmes. Et c'est à l'économiste de dire, de calculer, ce qui est bon pour l'économie et donc pour la société. Nous l'avons vu, Jean Tirole montre que le problème avec la prise de décision politique est que l'électorat a une mauvaise compréhension des processus économiques et ne peut donc voter en toute connaissance de cause (cf supra).

Ce qui est bon pour la société c'est naturellement le libéralisme économique. Ludwig von Mises souligne, « *Si le capitalisme s'est imposé, en dépit de l'hostilité qu'il a toujours rencontrée auprès des masses et des gouvernements, s'il n'a pas été obligé de céder la place à d'autres formes de coopération sociale qui ont joui de bien plus de sympathie de la part des théoriciens et praticiens, on ne peut l'attribuer qu'au fait qu'il n'existe absolument aucun autre ordre social possible.* » (1927 chap 2 §6). Et de poursuivre, « *Il importe de répéter que le libéralisme ne prétend pas que l'ordre social capitaliste est bon à tout point de vue. Il dit simplement que seul l'ordre social capitaliste convient aux buts que les hommes se proposent et que les constructions sociales du socialisme, de l'interventionnisme, du socialisme agraire et du syndicalisme sont irréalisables.* » 1927 chap 2 §6.

Le capitalisme, entendu comme rapport social particulier articulant le salariat et la production pour le profit, et le libéralisme économique sont les plus efficaces, voire l'organisation la plus naturelle de la société. Le libéralisme est économiquement efficace. Le libéralisme économique est juste, moral, conforme à la nature humaine disait déjà en 1850 Frédéric Bastiat.

²⁰ Terme apparu dans les années 1970 de l'anglais *minarchism*, construit à partir du latin *minor*, plus petit, moindre et du grec *arkhê*, pouvoir, commandement.

V- Et Trump dans tout cela ?

Je propose de regarder les propositions de politique de ce chef d'Etat, de regarder ce qu'il dit de l'économie et de la politique dans ses ouvrages, notamment dans son livre publié en 1987, *L'art des affaires*, et dans ses discours. Mon objectif n'est pas de regarder si telle ou telle des propositions de Donald Trump est susceptible de passer les obstacles du Sénat et du Congrès américains, s'il y aura des contraintes ou des impossibilités. En outre, peu m'importe que les relocalisations ou les non-délocalisations (de Ford ou d'autres) ne soient pas dues à la politique de Trump mais à l'augmentation des coûts salariaux en Chine. Peu m'importe que l'augmentation des tarifs douaniers entraînent, dans la situation actuelle, une augmentation des investissements directs à l'étranger et soient contre-productifs. Ce qui m'a intéressée dans ce travail est de regarder la vision, la *Weltanschauung*, de Donald Trump ; comment s'inscrit-elle dans les traditions libérales et quelles distances cette vision prend-elle par rapport à ces traditions. Quelle est sa rationalité ?

La première chose que nous pouvons dire de Donald Trump, sans grande surprise, est que c'est un néo-libéral dans le sens où nous l'avons défini : l'objectif du profit est premier ; l'économie est première. Il y a des lois naturelles de l'économie - en ce sens Donald Trump s'écarte de l'école autrichienne de Hayek ou Mises, c'est un néolibéral orthodoxe - et il faut se battre dans cette jungle des lois du marché, des lois naturelles, pour gagner. Les mécanismes de marchés sont autorégulateurs. En outre, non seulement les lois de l'économie sont naturelles, mais même le sens des affaires est inné, génétique. Il est naturellement inscrit dans certains individus : « *Plus que toute autre chose, je pense que le sens des affaires est inné. Vous l'avez dans vos gènes ou pas.* » Trump, 1987, début du chapitre 2.

C'est un néo-libéral : l'altruisme est irrationnel lorsqu'il ne crée aucun profit : « *tout ce qui est entrepris doit être fait dans la perspective de gagner de l'argent* » Préface de Trump, 1987 ; la raison est l'individualisme ; le droit de chacun de vivre sa propre vie, signifie le droit d'accumuler et d'avoir un contrôle sur la propriété. Le marché est une donnée idéale et objective, c'est-à-dire naturelle. En outre, le capitalisme en tant que principe de responsabilité filtre et récompense les meilleurs (individus, entreprises, Etats) pour le plus grand bonheur de tous.

Donald Trump est un néolibéral, pourtant beaucoup d'économistes, tout en qualifiant sa politique de « libéralisation financière et protectionnisme », de « nationalisme économique », de « libéralisme national » voire de « national-libéralisme », vont parler d'incohérence, d'irrationalité.

Je préfère partir de l'hypothèse qu'il y a une rationalité, une cohérence dans la vision de Donald Trump. Cette rationalité vient de ce qu'il pousse au bout la logique de la rationalité économique de l'homo œconomicus. Il pousse cette logique jusqu'à son paroxysme : chaque intervenant dans le champ économique, dans l'oïkos, est un agent rationnel maximisateur de son profit. Il n'y a aucun seuil qualitatif entre un individu, une entreprise, un Etat : c'est la même rationalité qui s'exerce. Mais, avant de nous pencher sur cette question, reprenons celle de la cohérence de son projet politique.

V-1- Un projet politique cohérent ?

Je pars de l'hypothèse que le projet politique de Donald Trump est cohérent. Et je vais chercher la cohérence. Listons, pour ce faire, les principales déclarations du Président faites au bout d'un an de Présidence des Etats-Unis.

- Donald Trump propose de poursuivre la libéralisation dans tous les domaines, notamment de réduire les règles de protection du climat : il s'agit de supprimer les taxes et les

régulations inutiles qui pèsent sur les entreprises. On n'est pas dans l'école autrichienne (Hayek, Mises) car pour eux, les différentes formes d'interventionnisme (contrôle des prix, fiscalité, inflation monétaire, etc.) aboutissent à l'inverse de l'objectif recherché (théorie 'autrichienne' du cycle). On est dans la théorie de l'offre (Gilder par exemple). Réduction des impôts pour stimuler l'offre des entreprises. En même temps Donald Trump affiche une politique protectionniste (notamment dans sa volonté de remettre en cause les traités multilatéraux)

- Donald Trump défend la libéralisation financière (suppression du Dodd-Frank act et de la règle Volker²¹ remise en cause des discussions du comité de Bâle sur les modèles pour évaluer les banques ...) on est très proche de la théorie néoclassique des marchés efficients comme Eugene Fama les a développés. Et en même temps retour à un type de Glass-Steagall Act (mise en place en 1933 par Roosevelt), c'est-à-dire à une séparation des banques d'affaires et des banques de dépôt.

- Donald Trump défend une politique de l'offre (remise en cause de l'Obamacare, baisse d'impôts). Les économistes de l'offre prônent la réduction des impôts des plus riches et la suppression radicale des programmes de protection sociale qui servent à protéger paresseux et déviants (selon les propres mots de Gilder repris à son compte par Trump). Trump est quand même très proche des économistes de l'offre et il partage le même conservatisme que George Gilder, il s'affiche contre l'avortement. Son libéralisme économique s'accompagne d'un discours moralisateur et conservateur. En même temps il prône une politique de la demande, développement des infrastructures par exemple. Serait-il donc proche de Keynes ?

- Donald Trump prêche pour un comportement souverainiste, protéger la grandeur de l'Amérique. Il reprend le slogan de Ronald Reagan « *Make American Great Again !* » « Rendre sa grandeur à l'Amérique ! » (Donald Trump a d'ailleurs soutenu Reagan lors d'élections antérieures). Reagan fortement inspiré et conseillé par les économistes de l'offre. En même temps, Donald Trump se déclare méfiant à l'égard de l'Etat. Ainsi, il est proche des libertariens mais aussi de l'école autrichienne : l'Etat dérobe aux citoyens l'opportunité de gouverner leurs propres vies en tant que citoyens libres et égaux sous le règne de la loi. Au nom des libertés américaines traditionnelles, ce nouveau conservatisme réclame le retour à la souveraineté. Cette vision se traduit par la défense d'une liberté des marchés et en même temps la mise en place de mesures protectionnistes face à des partenaires qui ne respectent pas forcément les mêmes règles. C'est au nom de la liberté des marchés qu'il faut supprimer les accords commerciaux multilatéraux. Les traités internationaux remettent en cause la souveraineté de l'Etat. Mais pour Trump, la souveraineté de l'Etat c'est la souveraineté des entreprises et des hommes d'affaires de l'Etat américain : déréglementation intégrale de l'économie sous le couvert de la conception libérale du libre marché (projet néolibéral).

On a donc, avec la politique de Donald Trump un néolibéralisme particulier, mais pas forcément incohérent. Plutôt que de parler d'incohérence, je pense que l'on peut trouver une rationalité dans la vision de Donald Trump. Par contre il s'agit d'un nouveau libéralisme, on peut le déceler à travers le prisme de la théorie de l'Agence. La cohérence du projet de Donald Trump peut être décelée lorsque nous regardons son projet à l'aune d'une théorie économique qui a joué un rôle très important dans la financiarisation du capital : la théorie de l'agence, cette fois-ci directement appliquée à l'Etat.

²¹ Dodd Franck act : renforcement des fonds propres pour les banques américaines, tests de résistance tous les ans.

V-2- La théorie de l'agence appliquée au comportement de l'Etat

La théorie de l'Agence²² - ou théorie des contrats, théorie des droits de propriété, corporate governance - est une théorie néo-classique : microéconomie, lois économiques naturelles, maximisation sous contraintes, efficacité des marchés, ...

Je propose de résumer la logique de la théorie de l'agence par les caractéristiques suivantes : i) l'économie est perçue comme un ensemble de contrats²³, implicites ou explicites, entre les parties prenantes (employeur et employé, donneur d'ordre et sous-traitant, collaborateur et manager, actionnaire et dirigeant ; ii) il n'existe pas de relation de pouvoir, mais uniquement des relations d'agence ; iii) la propriété privée est le meilleur moyen de valoriser les ressources ; iv) il faut donc considérer qu'il existe des propriétaires des personnes morales que sont les entreprises²⁴ ; v) ces "véritables" propriétaires sont les actionnaires car ils poursuivent le but naturel de l'entreprise : maximiser son profit ; vi) il faut donc trouver les moyens d'aligner les intérêts de toutes les parties prenantes (salariés, pdg, etc.) sur l'intérêt du vrai propriétaire, l'actionnaire (stock-options, etc.).

Milton Friedman, même s'il n'est pas à proprement parler un théoricien de la théorie de l'agence, résume bien les cinq premières propriétés dans le *New York Times* du 13 septembre 1970 :

« Dans un système de libre entreprise et propriété privée, un dirigeant d'entreprise est l'employé des propriétaires de l'entreprise. Il est directement responsable devant ses employeurs. Cette responsabilité est de mener l'entreprise en accord avec leurs désirs, qui en général doivent être de gagner autant d'argent que possible tout en se conformant aux règles de base de la société, à la fois celles représentées par la loi et celles représentées par la coutume éthique. (...) l'essentiel est que, dans sa position de dirigeant d'entreprise, le gérant est l'agent des individus qui possèdent l'entreprise (...), et sa responsabilité principale est envers eux. (...) La pleine justification qui permet au dirigeant d'entreprise d'être sélectionné par les actionnaires est que le dirigeant est un agent au service des intérêts de son principal. (...) Qu'elle soit à blâmer ou pas, l'utilisation du masque de la responsabilité sociétale, et les âneries dites en son nom par des hommes d'affaires intelligents et prestigieux, font clairement du tort aux fondements d'une société libre. (...) Le principe politique qui sous-tend le mécanisme de marché est l'unanimité. Dans un libre marché idéal reposant sur la propriété privée, aucun individu ne peut avoir d'action coercitive sur aucun autre, toute coopération est volontaire, toutes les parties d'une telle coopération en bénéficient ou alors elles n'ont pas besoin de participer. Il n'y a pas de valeurs, pas de responsabilités « sociétales » dans aucun autre sens que les valeurs partagées et les responsabilités des individus. La société est une collection d'individus et des divers groupes qu'ils forment volontairement. (...) C'est pourquoi, dans mon livre Capitalisme et liberté, (...) j'ai affirmé que dans une telle société "il y a une, et une seule responsabilité sociétale de l'entreprise – d'utiliser ses ressources et de s'engager dans des activités conçues pour augmenter ses profits, tant qu'elle respecte les

²² L'article d'Alchian A. et Demsetz H., 1972, est souvent considéré comme le texte fondateur de la théorie de l'agence même si Tinel 2004 montre qu'ils ne font que reprendre des idées précédentes. Cet article fait le point sur l'état de la théorie des droits de propriété.

²³ Cf James M. Buchanan va reprendre cette idée dans sa théorie du public choice.

²⁴ Soulignons qu'en droit, personne ne peut être propriétaire d'une personne, fut-elle morale comme l'entreprise. Personne ne peut être propriétaire d'une société. Les actionnaires ne sont propriétaires que de leurs actions. Certains économistes choisissent de qualifier les actionnaires de propriétaires de l'entreprise, à l'encontre du droit.

règles du jeu, c'est-à-dire, qu'elle s'engage dans une concurrence ouverte et libre, sans duperie ou fraude". »²⁵

Pour Alchian et Demsetz la relation d'emploi que nouent un salarié et son employeur est identique à la relation marchande que nouent un épicier et son client. Il n'y a pas de relation de pouvoir. Les deux auteurs qui ont eu le prix d'économie de la banque de Suède en 2016, Oliver Hart et Bengt Holmström²⁶, développent la théorie des contrats. Les relations entre les individus, salariés et actionnaires par exemple, entre individus et entreprises, entre entreprises et si on extrapole entre Etats, sont des relations d'agence. Chacun de ces agents doit développer son pouvoir de négociation dans les relations et les contrats qu'il contracte avec les autres agents. Les modèles développés par cette théorie peuvent s'appliquer en matière de négociation pour les multiples transactions de l'entreprise (avec le régulateur, l'autorité publique, les banquiers, les assureurs, les investisseurs, les fournisseurs, etc. Contrats optimums pour chaque partie)

Pourquoi peut-on dire que la politique de Donald Trump correspond à la théorie de l'agence appliquée à l'Etat ?

Supposons que l'Etat américain soit une grande entreprise avec plusieurs établissements (Ford...) et des salariés (le peuple américain) et des hommes d'affaires. Comme toute entreprise elle a des actionnaires (le gouvernement) et selon la théorie de l'agence, ce sont ces actionnaires qui sont les véritables propriétaires de l'entreprise-Amérique. Ces propriétaires doivent valoriser la valeur actionnariale de leur entreprise. Pour cela, il faut que la finance soit libre mais aussi développer un pouvoir monopolistique ou oligopolistique sur ses concurrents : empêcher les autres de produire, ériger des barrières douanières. Chaque entreprise-pays essaie de transférer la crise sur le voisin. Ce n'est plus de la politique coopérative parce que c'est une politique vue comme une gestion d'entreprise au prisme de la théorie de l'agence.

Les relations entre les individus sont des relations d'agence. Les relations de pouvoirs n'existent pas. La propriété privée est particulièrement souhaitable car, en vertu de son

²⁵ « *In a free-enterprise, private-property system, a corporate executive is an employee of the owners of the business. He has direct responsibility to his employers. That responsibility is to conduct the business in accordance with their desires, which generally will be to make as much money as possible while conforming to the basic rules of the society, both those embodied in law and those embodied in ethical custom.(...) In either case, the key point is that, in his capacity as a corporate executive, the manager is the agent of the individuals who own the corporation (...), and his primary responsibility is to them. (...)The whole justification for permitting the corporate executive to be selected by the stockholders is that the executive is an agent serving the interests of his principal. (...)Whether blameworthy or not, the use of the cloak of social responsibility, and the nonsense spoken in its name by influential and prestigious businessmen, does clearly harm the foundations of a free society. (...)The political principle that underlies the market mechanism is unanimity. In an ideal free market resting on private property, no individual can coerce any other, all cooperation is voluntary, all parties to such cooperation benefit or they need not participate. There are no values, no "social" responsibilities in any sense other than the shared values and responsibilities of individuals. Society is a collection of individuals and of the various groups they voluntarily form. (...) That is why, in my book *Capitalism and Freedom*, I (...) have said that in such a society, "there is one and only one social responsibility of business—to use its resources and engage in activities designed to increase its profits so long as it stays within the rules of the game, which is to say, engages in open and free competition without deception or fraud."* » Milton Friedman, "The Social Responsibility of Business is to Increase its Profits", *The New York Times Magazine*, September 13, 1970. Traduction française par Yonnel Poivre-Le Lohé, <http://www.communicationresponsable.fr/la-responsabilite-societale-de-lentreprise-est-daccroitre-ses-profits/>

²⁶ Bengt Holmström a cosigné un ouvrage avec Jean Tirole, *Inside and Outside Liquidity*, ils ont aussi écrit plusieurs articles ensemble.

caractère exclusif et transférable, c'est le meilleur moyen de valorisation des ressources²⁷. Par le truchement du marché, la propriété privée procure, non seulement une situation satisfaisante au niveau individuel, mais aussi l'harmonie sociale.

Ainsi, il faudra "trouver" des propriétaires à l'entreprise. L'objectif naturel de l'entreprise est de faire le maximum de profit, elle n'a pas d'autre responsabilité sociale, (Friedman, 1970, cf supra). Parce qu'ils incarnent l'objectif naturel de l'entreprise - faire du profit - les actionnaires sont les propriétaires de la firme. En poussant la logique jusqu'au bout, Donald Trump va se considérer comme le propriétaire de l'Etat et gérer celui-ci comme une entreprise.

Considérer l'Etat comme une entreprise est le meilleur moyen pour valoriser les ressources de cet Etat-entreprise soutient Donald Trump. Le Président américain met en avant sa propre expérience dans la construction de son business, son empire. Le site officiel de la Maison Blanche ainsi que les propositions du CEA (Council of Economic Advisers, Comité des Conseillers économiques) sont éclairant à ce propos. Que ce soit pour la politique énergétique, la politique extérieure, la politique d'emploi et de croissance, etc., chaque fois il est précisé que : "Avec une vie d'expérience de la négociation, le Président connaît ..., avec une vie entière de créateur d'emploi et d'homme d'affaires, le Président sait aussi l'importance de ... Avec des décennies d'expérience de la négociation..."²⁸. Mener une entreprise en "bon père de famille" ; mener un Etat en bon père de famille, en bon négociateur. Les règles mises en œuvre, les politiques, etc. tout doit être fait à travers le prisme du négociateur.

Donald Trump met en œuvre ces idées dans ses actes : il va négocier directement avec les entreprises au début de son mandat pour maintenir des emplois. Donald Trump propose d'utiliser son art des affaires son utilisation de la menace dans la négociation, des actions en justice et de la manipulation des données (autrement dit, au travers de mensonges), afin de tirer avantage sur les autres, au niveau de l'Etat. Son engagement de faire en sorte que le Mexique « paye pour le mur » est un exemple de sa volonté d'utiliser ce type d'approche dans les négociations internationales. Comme il avait utilisé ce type d'approche contre des sous-traitants dans sa propre entreprise. À un niveau international, Trump s'engage à renégocier tout ce qu'il voit comme étant des « mauvaises affaires » (« bad deals ») que les États-Unis ont pu faire avec d'autres pays et ainsi de restaurer (d'une façon totalement réactionnaire) les États-Unis (ou l'Amérique selon les termes utilisés par Trump) à sa grandeur (« Make America Great Again ! »). Manager un Etat comme un chef d'entreprise va conduire Donald Trump à soutenir une politique monétaire de faible taux d'intérêt à court terme pour soutenir ses propres affaires. Manager un Etat comme un chef d'entreprise va le conduire à ne plus paraître libéral en matière de politique économique internationale mais protectionniste en matière d'économie internationale notamment grâce à sa politique fiscale.

Nous pouvons souligner un autre point important qui montre la continuité entre la gestion d'une entreprise et la gestion de l'Etat : Donald Trump n'a pas démissionné de ses entreprises, il ne prend pas en compte les conflits d'intérêt. La réglementation américaine dit bien que le Président doit se désengager de tout conflit d'intérêt. Donald Trump ne le fait pas et est le premier Président américain à ne pas le faire.

27 Sur les différentes conceptions de la propriété en économie, cf Isla 2017.

28 « *With a lifetime of negotiating experience, the President understands how critical it is... (...) As a lifelong job-creator and businessman, the President also knows how important it is... (...)With decades of deal-making experience, the President also understands how critical it is...* »

Il gère l'Etat américain comme une entreprise mais une entreprise au sein de laquelle les principaux établissements sont ses propres entreprises. « *Les capitalistes que Trump représente effectivement sont motivés essentiellement par leur désir d'optimiser les profits de leurs entreprises individuelles, sans être capables de (...) se soucier des implications de leurs actions pour le bien-être d'une classe capitaliste en tant qu'entité. Spécifiquement, cela veut dire qu'il n'est pas simplement favorable à des salaires plus bas, mais qu'il est aussi opposé à toute régulation, loi ou taxation, qui peuvent limiter sa capacité d'optimiser au maximum ses profits après imposition.* » Quick, 2017.

Enfin, Donald Trump va s'entourer d'hommes d'affaires, de pdg, comme lui pour gouverner, gérer, le pays. « *La campagne de Trump a alimenté leur vision de l'économie qui se traduirait par des interactions non régulées entre les affaires libres, hors de toute interférence de l'État.* » (Quick, 2017). Il agit comme n'importe quel individu libre.

« *Le droit naturel de l'individu à la vie a trois aspects inséparables et cependant distincts : le droit à la sécurité, c'est-à-dire à l'intégrité du corps ; le droit à la propriété, c'est-à-dire aux moyens qui permettent de vivre ; le droit à la liberté, c'est-à-dire à la libre détermination des moyens de se conserver, dont chacun est pour lui-même le meilleur juge.* » (Manent 2001 p 13). L'Etat-providence dérobe à l'Etat-entreprise – i.e. l'Etat perçu comme un ensemble d'entreprises, d'hommes d'affaires et de travailleurs – l'opportunité de gouverner sa propre vie en tant qu'Etat libre et égal aux autres Etats. Ainsi, dans la vision de Donald Trump, l'Etat américain est une entreprise de plus parmi ses entreprises. Gérer ses autres entreprises, ou gérer l'entreprise Etat revient au même.

Le soutien de Donald Trump aux taxes sur les importations correspond bien à sa conception de ce qui serait nécessaire pour le profit des entrepreneurs tels que lui, en éliminant la compétition inégale qui bénéficiera alors aux producteurs domestiques. Il semble ignorer que le concept même des chaînes de production et le développement de la production aux États-Unis inclut les produits importés – par exemple, General Motors présenté comme le plus grand importateur aux États-Unis de produits venant du Mexique, notamment les pièces détachées qui sont incorporées dans les automobiles made in USA. Mais il est inutile de penser que lui et ses supporters sont « mal informés » ou tout simplement « stupides ». Il existe une constance dans son approche (voir aussi Quick 2017).

Entreprise représentative, maximisation sous contrainte : l'Etat américain doit maximiser son profit. Pour cette raison il me semble difficile de comparer le protectionnisme de Donald Trump à une politique mercantiliste. Pour les mercantilistes, le marché mondial est un vase clos, ce que gagne un pays en richesse, c'est ce que perdent les autres pays. La logique proposée par Donald Trump n'est pas celle-là. Donald Trump raisonne en chef d'entreprise, sa toute dernière entreprise, sa toute dernière acquisition, est l'Etat américain, et l'entreprise Etat-américain à des parts de marché à gagner. Cette entreprise doit tout faire pour gagner des parts de marché, si elle a la possibilité de mettre des barrières à l'entrée d'autres entreprises (que celles-ci soient des entreprises comme on a l'habitude d'en parler, i.e. des personnes morales, ou des entreprises-Etats, l'entreprise-Chine, l'entreprise-Allemagne, etc., elle doit le faire. C'est aussi dans cette optique que Donald Trump défend les accords bilatéraux et rejette les accords multilatéraux.

La société n'est plus une totalité significative préexistante à l'individu, ce « réalisme sociologique » n'est plus indépassable. L'idéologie de marché est intériorisée. C'est une logique apolitique purement pragmatique et opérationnelle. Plus question ni de morale ni de politique : nous renégocierons les traités multilatéraux de façon bilatérale et nous sanctionnerons ceux qui n'appliquent pas nos règles, annonce le Président américain. Certains parlent de politique non coopérative, je préfère parler de plus de politique du tout. Je

défendais, dans ce qui précède, que dans le néolibéralisme, la politique devenait apolitique parce que vampirisée par le marché. Avec Donald Trump ; cette logique de dépolitisation est poussée jusqu'au bout en niant toute totalité préexistante à l'agent économique.

Donald Trump pousse jusqu'au bout la médiation du marché dans la politique. Il pousse jusqu'au bout la médiation du marché dans le domaine de la rationalité politique. La rationalité politique est dépolitisée et amoralisée puisqu'elle adopte la logique du marché, pense dans ses termes (efficacité, efficience, performance, transparence, responsabilité, rentabilité, empowerment, consensus), associe étroitement le monde privé à l'élaboration des politiques publiques (cf Coutu et Régol, 2011, p 178) et assimile Etat et entreprise, chef d'Etat et chef d'entreprise. Donald Trump vampirise les institutions publiques qu'il coupe de plus en plus de leurs racines universalistes. La médiation du marché dans le domaine de la rationalité politique est poussée à l'extrême.

Conclusion

Nous avons assisté, à partir des années 1970-1980 à une mutation dans la nature de l'activité humaine. *« Les médiations concrètes qui présidaient à l'activité économique étaient source d'un sens construit socio-historiquement et elles étaient partagées collectivement. Elles cèdent aujourd'hui leur place à des modalités réglementaires purement autoréférentielles et opérationnelles, arrachant du coup l'ensemble de l'activité économique au jugement humain et à son emprise. »* Lepage, 2011, p 168

Donald Trump arrive à un moment historique où le système financier globalisé, régulateur suprême des activités économiques, est totalement étranger aux finalités humaines (alors que jusqu'à la fin du XX^e siècle, le sens de l'activité économique reposait encore sur des rapports sociaux concrets articulant production et consommation pour répondre à des besoins où s'incarnaient des finalités humaines, cf Isla, 2005). Donald Trump concrétise dans sa politique cette nouvelle donne historique. Bien sûr les autres présidents américains (et européens et mondiaux) accompagnent cette évolution historique, mais Trump va plus loin et l'incarne dans sa politique, et cela est peut-être une révolution.

Du temps d'Adam Smith, le spéculateur existait, il permettait à l'armateur de transférer le risque associé à l'envoi d'un bateau chargé de marchandises et d'un équipage vers l'étranger par exemple. *« La finance permettait de transférer le risque inhérent à l'activité productive et non pas de se substituer à ce type d'activité comme moment de la mise en valeur du capital. Nous considérons que nous assistons au passage d'une volonté normative visant à socialiser (ou à faire endosser à l'ensemble de la société) une volonté pragmatique de régulation des opérations vers la pure efficience. C'est en cela que nous affirmons que le néolibéralisme et son expression dans le réel, l'autonomisation et la toute-puissance de la sphère financière globalisée, effectuent une rupture profonde avec les conceptions d'où ils tirent leurs origines et auprès desquelles ils revendiquent leur légitimité. »* Lepage, 2011, p169

Nous aurions pu penser que les politiques néolibérales qui ont mené à une crise importante en 2007, génèrent un nouveau retournement idéologique. L'injection massive de liquidités dans les économies, le sauvetage d'entreprises financières en péril n'ont pas suffi à prévenir une crise d'une ampleur équivalente à celle de 1929. Des dirigeants politiques connus pour leur adhésion au néolibéralisme sont devenus brusquement partisans d'une « refondation du capitalisme », d'une soumission de la finance à l'entreprise, d'une réglementation de la spéculation et même de nationalisations d'entreprises. On aurait pu penser qu'il y aurait un retour à certaines idées de Keynes, à un interventionnisme important.

On aurait pu penser que la domination de l'idéologie néolibérale était terminée. On voit avec la politique économique proposée par Donald Trump qu'il n'en est rien et que la soumission de l'économie à une vision éthique, politique, morale, ... n'est pas (encore) à l'ordre du jour.

Nous ne sommes pas revenu vers un nouvel interventionnisme, ce que Donald Trump propose c'est un néolibéralisme nouveau, ancrée dans une vision entrepreneuriale de l'Etat, il applique quasi littéralement la théorie de l'Agence, la corporate governance, à l'Etat. La dépolitisation entamée par le néolibéralisme qui soumettait les relations sociales aux médiations marchandes se poursuit, se confirme et s'amplifie en niant toute totalité préexistante à l'agent économique, à l'entrepreneur recherchant la maximisation de son profit ; en niant toute "société". Le véritable slogan de Donald Trump pourrait se formuler ainsi : « Make Trump's America Company Great Again », redonner à l'entreprise-Amérique de Donald Trump toute sa grandeur.

Références bibliographiques

ALCHIAN A., DEMSETZ H. (1972), "Production, Information Costs, and Economic Organization", *American Economic Review*, 62, December, pp.777-795.

ARROW K. (1997), *Choix collectifs et préférences individuelles*, traduction française de *Social Choice and Individuals values*, 1951, Diderot éditeur, Paris.

BASTIAT F. (1850), *La Loi. Œuvres complètes*, vol. 4, p. 342. (disponible en ligne, http://bastiat.org/fr/la_loi.html)

BEAUD M., DOSTALER G. (1996), *La pensée économique depuis Keynes*, éd. du Seuil, points Economie, 449 p

BENICOURT E. (2018-éd° en ligne), « Microéconomie - Économie du bien-être », *Encyclopædia Universalis*.

BOURDIEU P. (2001), « Unifier pour mieux dominer », dans Pierre Bourdieu, *Contre-feux 2. Pour un mouvement social européen*, Paris, Raison d'agir.

BRUNO I. (2008), « La recherche scientifique au crible du benchmarking. Petite histoire d'une technologie de gouvernement », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2008/5, n°55-4bis, pp 28-45

BUCHANAN J. M. (1965), « Economic Theory Clubs », *Economica*, n°32, pp 1-14

CARE S. (2010), *Les libertariens aux Etats-Unis : Sociologie d'un mouvement asocial*, Presses Universitaires de Rennes, collection Res publica, 314 p.

COUTU B., REGOL O. (2011), « Réflexion sur l'articulation « organique » du néolibéralisme et du néoconservatisme : crise financière et capitalisme autoritaire », dans Coutu B. et Forcier H., *Les deux faces de Janus. Essais sur le libéralisme et le socialisme*, éditions libres du Carré Rouge, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Montréal Québec.

DOSTALER G. (1998), « Néolibéralisme, Keynésianisme et traditions libérales », *Cahiers d'épistémologie*, publication du Groupe de Recherche en Epistémologie Comparée, cahier n°9803, 244^{ème} numéro. <https://unites.uqam.ca/philo/pdf/9803.pdf>

DOSTALER G. (2001), *Le libéralisme de Hayek*, La Découverte, Repère, Paris, 122p

DOSTALER G. (2005), *Keynes et ses combats*, Bibliothèque Albin Michel Histoire, Paris, 535 p. (2009, nouvelle édition révisée et augmentée, Albin Michel (ré-édition en 2009)

- DOSTALER G. (2012), *les grands auteurs de la pensée économiques*, Alternatives Economiques, Poche, hors-série n°57, novembre 2012
- FRIEDMAN M. (1970), "The Social Responsibility of Business is to Increase its Profits", *New York Times*, 19 septembre 1970.
- GILDER G. (1981), *Richesse et pauvreté*, Albin Michel.
- HAYEK F. A. (1981), interview au journal *El Mercurio*, (p. D8-D9), 12 April 1981, Santiago de Chile, Chile.
- HAYEK F. A. (1982), "Los principios de un orden social liberal", *Estudios Públicos*, N° 6.
- ISLA A. (2000), "From procedural to complex rationality, relations observed system and observing system", *European Journal and Social System*, 14 n°4, 347-363
<https://ejess.edpsciences.org/articles/ejess/pdf/2000/04/isla.pdf>
- ISLA A. (2005), *L'économie comme "science humaine"*, dossier pour l'obtention de l'Habilitation à Diriger des Recherches, Université Toulouse-1, 7 mars.
<http://lereps.sciencespo-toulouse.fr/isla-anne-632>
- ISLA A. (2016), « Orthodoxie et hétérodoxie économiques : actualité du débat en période de crise », conférence à L'université Populaire de Philosophie de Toulouse, 8 juin 2016, <https://www.alderan-philosophie.org/>
- ISLA A. (2017), « Qu'est-ce que la propriété : une loi naturelle ou des rapports sociaux particuliers définis par les hommes ? », conférence à L'université Populaire de Philosophie de Toulouse, 8 février 2017. Podcast : <https://www.alderan-philosophie.org/>
- ISLA A. (2018), « Traditions libérales, indicateurs, mesures et démocratie : du libéralisme à l'ultralibéralisme, de la statistique au benchmarking, de la démocratie représentative à la démocratie libérale », Colloque INFORSID, *Construire les systèmes d'information des organisations à l'ère de l'innovation numérique*, Nantes, 28-31 mai 2018.
- KARSTEN S. G. (1985), « Eucken's « social market economy » and its test in post war West Germany", *The American Journal of Economics and Sociology*, vol 44, n°2, Hobken, New Jersey.
- LEMIEUX P. (1988), *L'anarcho-capitalisme*, Paris, PUF.
- LEPAGE P. (2011), « L'éthique individualiste de marché : du libéralisme anglo-saxon à sa subversion néolibérale », dans Coutu Benoît et Forcier Hubert, 2011.
- MANENT P. (2001), *Les libéraux*, Gallimard.
- MICHEA J.C. (2008), *La double pensée. Retour sur la question libérale*, Flammarion, Champs essais, 275 p
- MILL J. S. (1859), *De la liberté*, Traduit de l'anglais par Laurence Lenglet à partir de la traduction de Dupond White en 1860.
- MISES L. von (1927), *Le Libéralisme*, Chapitre I traduit en français dans *Les essais: Cahiers trimestriels* (Contributions à la nouvelle pensée économique). pp. 47-157, 1964-195. Paris – L'imprimerie du Delta. Reproduit dans *Le Québécois Libre*, 27 janvier 2008, n°250.
- QUICK P. (2017), « L'élection de Donald Trump », *association Attac*, Dossier : La droitisation des politiques, 21 février 2017, <https://france.attac.org/auteur/paddy-quick>
- REY O. (2017), *Quand le monde s'est fait nombre*, Stock.

- SANDEL M. J. (2014), *Ce que l'argent ne saurait acheter. Les limites morales du marché*, Éditions du Seuil, Paris.
- SUPIOT A. (2015), *La gouvernance par les nombres*, cours au Collège de France, 2012-2014, Nantes, Institut d'Études Avancées de Nantes, Paris, Fayard.
- TINEL B. (2004), « Que reste-t-il de la contribution d'Alchian et Demsetz à la théorie de l'entreprise ? », Document du centre d'économie de la Sorbonne, à paraître dans les Cahiers d'Économie Politique, 2004/1, n°46, pp 67-89.
- TIROLE J. (2016), *Économie du bien commun*, PUF, Paris, 629 p.
- TRUMP D. J., SCHWARTZ T. (1987) *Trump: The Art of the Deal*, Ballantine Books, 1987, 384 p. ; traduction en français : *Trump par Trump*, Éditions de l'Archipel, 2017, 336 p.
- TRUMP D. J., MCIVER M. (2004), *How to Get Rich*, Ballantine Books, 320 p. ; traduction en français : *Comment devenir riche*, François Bourin éditeur, 2005.
- TRUMP D. J., 2008, *Time to Get Tough: Make America Great Again!*, HarperBusiness, 384 p.
- TRUMP D. J., 2010, *Think Like a Champion: An Informal Education in Business and Life*, Running Press Miniature Editions, 192 p.; traduction en français : *Penser comme un champion : Guide d'éducation informelle sur l'art de mener sa vie et ses affaires*, François Bourin éditeur, 2009
- TRUMP D. J., 2015, *Think Big: Make It Happen in Business and Life*, Regnery Publishing, 256 p

Contenu

Libéralisme, néolibéralisme, ordo-libéralisme, libertarisme... : où se situe la politique de Donald Trump dans les traditions libérales ?	1
I- Le libéralisme social : la polis est première.....	3
II- Le néolibéralisme : l'oikos est premier	4
III Le néolibéralisme répond aux « défaillances démocratiques ».....	6
III-1 L'ordo-libéralisme : l'ordre économique libéral doit être favorisé et protégé.....	7
Les courants néolibéraux de l'ordo-libéralisme	Erreur ! Signet non défini.
III-2- L'ordre social est spontané	10
Les courants néolibéraux de l'ordre spontané.....	10
IV- Les points communs aux courants néo-libéraux.....	12
V- Et Trump dans tout cela ?	13
V-1- Un projet politique cohérent ?	13
V-2- La théorie de l'agence appliquée au comportement de l'Etat.....	15
Conclusion.....	19